

Alain Bauer : il n'y a plus de politique de sécurité, la délinquance a battu tous les records en 2019

écrit par Christine Tasin | 1 septembre 2020



ALAIN BAUER. En France, on n'arrive pas à dénommer les choses : la délinquance ne constitue qu'une partie d'un tout qui se dénomme la criminalité. Elle comprend des crimes, des délits, des contraventions et par ailleurs des incivilités. Le seul indicateur fiable depuis 1539 (et la création de l'état civil par l'ordonnance de Villers-Cotterêts) est la mortalité homicide. Il montre un effondrement de la violence homicide pendant cinq siècles... et une reprise forte depuis une dizaine d'années. 2019 a été la pire année en termes d'homicides, tentatives (qui ne sont que des homicides ratés), coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort et règlements de comptes, de l'histoire récente de la France.

<https://www.leparisien.fr/politique/alain-bauer-la-violence-de-vient-un-element-de-regulation-de-la-vie-sociale-30-08-2020-8375250.php>

Bref, le retour au Moyen-Age... Un Etat dépassé, qui ne gère

rien, qui ne veut rien savoir, qui veut cacher tout ce qui dérange et serait un obstacle à une éventuelle réélection des gens au pouvoir.

En préalable on rappellera que *l'observatoire de la délinquance* (ONDRP) a été supprimé par Macron... Il doit disparaître incessamment sous peu... Avec l'observatoire va disparaître L'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) dont dépend le premier. Ces institutions devaient faire des statistiques sur la récidive, les décisions de justice, l'exécution des peines et des sanctions pénales et former des acteurs à la gestion de crise. Alain Bauer a été président du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance de 2003-2010, puis de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales de 2010-2013... Il sait de quoi il parle !

Mettre la poussière sous le tapis, ils savent faire, nos gouvernants ! Moins on a de statistiques, moins on a de chiffres, plus on espère pouvoir cacher l'évolution tragique de l'insécurité en France. Il faut dire que lorsque des gens engagés en politique comme Obertone dans *Orange mécanique* utilisent les statistiques officielles pour montrer ce que devient la France, on n'aime pas trop, à l'Elysée et à Matignon.

La France connaît une augmentation de la violence jamais connue depuis... 5 siècles et un taux de récidives ahurissant ! Chut ! Cachez ces chiffres que je ne saurais voir. S'il ne faut pas compter sur la presse subventionnée pour révéler le pot-aux-roses, la presse de réinformation et l'opposition se gardent bien de garder le même silence. C'est intolérable pour Macron. Exit les chiffres officiels.

Certes, il restera l'INSEE mais comme il ne travaille qu'avec les chiffres officiels fournis par des Ministères débordés peu enclins à faire remonter les infos, à les

trier... Et puis demander à l'Etat de publier des chiffres montrant qu'il ne fait pas son travail, il ne faut pas y compter. En tout cas pas sous Macron qui a mis aux postes clé ses hommes.

Interview d'Alain Bauer, professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, il vient de publier « Comment vivre au temps du [coronavirus](#) ». Source de l'interview, article du Parisien cité en début d'article.

Il n'y a plus de politique publique de sécurité clairement identifiée. On savait ce que voulaient Michel Poniatowski, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe, Nicolas Sarkozy, Manuel Valls... En outre, il est encore en France impossible de tenir une conférence de politique pénale où magistrats et policiers se mettraient d'accord sur les mineurs, la réinsertion, la lutte contre la violence, afin de passer du prêt à porter au sur-mesure, avec un dispositif préventif, dissuasif et répressif qui ait du sens.

Pourquoi ?

Ils ne se parlent pas ou campent sur des postures, se traitant de laxistes et de fascistes.

Naturellement, les Français comprenant ce qui se passe, ayant conscience qu'ils ne peuvent plus compter sur la "violence légitime" détenue selon la loi par les forces de l'ordre, débordées, dépassées, utilisées à tout autre chose qu'à lutter contre la délinquance, vont s'organiser pour se protéger. Avec le risque sinon de "guerre civile" du moins de guerres de territoires... où le Français moyen sera perdant car pas armé, lui, car non violent, lui, car il sera dans une posture uniquement défensive, lui...

Vous parlez de phénomène criminel inédit, que craignez-vous ?

D'un côté des milices populaires pour protéger des quartiers, des commerces, de l'autre des tentatives d'appropriation territoriale par des trafiquants de stupéfiants ou des séparatistes religieux. La reconquête territoriale nécessite un retour de la confiance entre l'Etat et les citoyens. Depuis les [Gilets jaunes](#), jusqu'au [refus d'obtempérer sur le port du masque](#), les agressions contre les pompiers, [les médecins](#), [infirmières](#), [élus locaux](#), etc., on constate à quel point la relation sociale s'est dégradée. La violence devient un élément de régulation de la vie sociale, faute d'institutions reconnues dans lesquelles on a confiance.